

**COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON**  
**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JUIN 2022**

**Compte-rendu affiché en mairie le : 23/06/2022**

L'an deux mille vingt-deux, le seize juin, à dix-neuf heures, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du conseil municipal, en mairie de Bagnères de Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le neuf juin deux mille vingt-deux conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales.

**Monsieur le maire salue les élus.**

**Monsieur le maire procède à l'appel des membres du conseil municipal.**

**Etaient présents :** M. Eric AZEMAR, maire, Mme Catherine DERACHE, Mme Sabine CAZES, Adjointes au Maire.

Mme Michèle BOY, Mme Françoise BRUNET LACQUE, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Olivier PERUSSEAU, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Audrey CONAN, Mme Michèle CAU, Conseillers Municipaux.

**Excusés :**

M. Gilles TONIOLO ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR.

Mme Marilyne MIETTE ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.

M. Louis FERRE ayant donné procuration à Mme Michèle CAU.

Mme Françoise de SABRAN ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR.

**Absents :** M. Claude LACOMBE, M. Michel LERAY, M. Gérard SUBERCAZE, M. John PALACIN.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, Mme Sabine CAZES ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

**Monsieur le maire constate que le quorum est atteint** (conformément à l'article L.2121-17 du CGCT et à la réglementation en vigueur au regard de la crise sanitaire COVID19, quorum au tiers).

**Monsieur le maire ouvre la séance et propose que madame Audrey CONAN soit désignée en tant que secrétaire.**

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

**Monsieur le maire rappelle les procurations :**

M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.

M. Michel LERAY ayant donné procuration à M. Gilles TONIOLO.

M. Gérard SUBERCAZE ayant donné procuration à M. John PALACIN.

**Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.**

*Monsieur le maire indique aux élus que par rapport à l'ordre du jour reçu par les élus, il y a une suppression et un ajout.*

**0. ACCEPTATION D'AJOUT D'UN POINT ET SUPPRESSION D'UN POINT A L'ORDRE DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Rapporteur : M. le maire**

M. le maire indique à l'assemblée qu'il convient d'ajouter point à l'ordre du jour.

Il s'agit de :

- Convention de mise à disposition d'un agent de la commune de B. DE LUCHON auprès de la commune de MARIGNAC.

M. le maire indique aux élus qu'il convient de supprimer un point inscrit à l'ordre du jour car il s'agit d'une erreur matérielle de rédaction de l'ordre du jour,

- Point numéro 15 : Centre équestre et golf : prestation paie et social.

M. le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver l'ajout proposé qui sera, si l'assemblée délibérante l'accepte, examiné en fin de séance et prendre acte de la suppression du point numéro 15 de l'ordre du jour.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ajout proposé, son examen en fin de séance et prend acte de la suppression du point numéro 15 de l'ordre du jour.

**Affaires thermales**

**Ressources humaines**

**1. OUVERTURE DES POSTES D'AGENTS SAISONNIERS A LA REGIE DES THERMES**

**Rapporteur : M. le maire**

M. le maire, informe l'assemblée délibérante qu'il convient de procéder aux ouvertures de postes aux Thermes pour le bon fonctionnement de l'établissement.

**Septembre 2022 :**

- 07 agents du 05 Septembre 2022 au 15 Octobre 2022 (renfort 2<sup>nd</sup> équipe Blanchisserie).
- 07 agents du 05 Septembre 2022 au 15 Octobre 2022

**Total : 14 agents**

Vu l'avis favorable du comité technique du 16 juin 2022

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation des thermes du 16 juin 2022.

M. le maire, propose à l'assemblée délibérante d'approuver la proposition exposée en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les ouvertures de postes selon les modalités exposées en séance.

### **M. le maire présente la délibération**

*Monsieur le maire indique qu'il s'agit de se mettre en règle vis-à-vis de la législation.*

### **M. le maire donne la parole à madame FAURE (Directrice de l'Ehpad ERA CASO)**

*Mme FAURE indique à l'assemblée que l'objectif de la délibération est de demander l'application de l'indemnité au taux en vigueur et pour l'intégralité des heures réalisées pour les agents exerçant la nuit, dans l'intérêt, l'accompagnement et la sécurité des résidents.*

*Actuellement l'indemnité est versée sur un forfait de 8 heures avec une répartition à 0,17€ pour les heures dites normales et 0,80€ pour les heures dites intensives, sans que ces notions soient définies.*

*Mme FAURE indique aux élus que le travail de nuit repose sur la présence de deux salariés, durant dix heures effectives. Ils sont alors à disposition permanente des résidents sans pouvoir dormir, il s'agit donc de dix heures intensives.*

*Le taux doit être actualisé au montant en vigueur pour les heures intensives qui est de 0,90€ par heures, soit pour un temps plein 136 € /mois (0,90 x 151,67).*

*En conséquence, la demande est de régulariser la situation en versant l'indemnité de nuit aux salariés assurant les nuits à un taux de 0,90€/heures pour 10 heures effectives.*

### **Affaires Ehpad ERA CASO**

#### **Ressources humaines**

## **2. INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAIL DE NUIT**

### **Rapporteur : M. le maire**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 88,

Vu le décret n°61-467 du 10 mai 1961 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit,

Vu le décret n°76-208 du 24 février 1976 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration spéciale pour travail intensif,

Vu le décret n°88-1084 du 30 novembre 1988 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration pour travail intensif,

Vu le décret n° 98-1057 du 16 novembre 1998 modifié relatif au régime indemnitaire de certains personnels paramédicaux civils du ministère de la défense,

Vu l'arrêté du 30 novembre 1988 fixant les taux des indemnités horaires pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif,

Vu l'arrêté du 30 août 2001 fixant les taux de l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et de la majoration spéciale pour travail intensif,

Vu l'arrêté du 27 mai 2005 fixant la liste des indemnités attribuées aux cadres de santé civils du ministère de la défense,

Vu l'avis favorable du comité technique dans sa séance du 16 juin 2022,

M. le maire rappelle aux membres du conseil municipal que le fonctionnement de l'EHPAD Era Caso implique une présence de personnel 24heures/24 et 7jours/7. Dans ce cadre, un travail de nuit des agents de la filière sanitaire et sociale est organisé pour sécuriser l'établissement, distribuer les médicaments, aider la personne âgée à se coucher ou encore mettre en œuvre les protocoles d'urgence en cas de besoin.

En cas d'absence du personnel dédié, des remplacements sont indispensables et pourront être pourvu par des aides-soignants, des auxiliaires de soins, des agents sociaux, la responsable d'hébergement, la secrétaire, le responsable des soins, la direction.

Le travail de nuit au sein de la résidence au bénéfice des personnes âgées ne se limite pas à une simple période de veille mais impose de se trouver à la disposition permanente des résidents. Cette activité doit être regardée comme un travail effectif pendant la totalité de sa durée, l'agent doit par conséquent percevoir une indemnité pour la totalité du temps de présence. La durée de travail des agents de nuit s'étale de 20h04 à 20h10 jusqu'à 6h46 à 7h00 (en 2022).

L'indemnité horaire pour travail de nuit peut être attribuée aux agents stagiaires, titulaires, contractuels, à temps partiel ou à temps non-complet, qui relèvent des cadres d'emplois de la filière médico-sociale, sociale et administrative qui accomplissent un service de nuit entre 21 heures et 6 heures du matin, dans le cadre de la durée réglementaire hebdomadaire du travail.

Le montant horaire de référence au 1<sup>er</sup> janvier 2002 (1<sup>er</sup> juillet 2000 pour la majoration pour travail intensif de la sous-filière médico-sociale) est le suivant :

Taux pour heure normale :

- 0.17 € par heure.

Ce montant subit une majoration spéciale pour les agents occupant certaines fonctions lorsqu'un travail intensif est fourni, soit :

Taux :

- 0.90 € par heure.

Aucune modulation ne peut être faite.

On peut ainsi considérer que les heures normales se distinguent des heures intensives lorsque seulement deux agents sont présents sur l'établissement, à disposition permanente des résidents, selon la répartition ci-après :

	20h00	21h00	22h00	23h00	00h00	01h00	02h00	03h00	04h00	05h00	06h00	07h00
Heures normales	0.17 €											0.17 €
Heures intensives		0.90 €	0.90 €	0.90 €	0.90 €	0.90 €	0.90 €	0.90 €	0.90 €	0.90 €	0.90 €	

Cette indemnité est non cumulaire avec les indemnités pour travaux supplémentaires ou tout autre avantage versé au titre des permanences de nuit.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 16/06/2022.

M. le maire propose aux élus d'approuver l'instauration de l'indemnité horaire pour travail de nuit comme exposée en séance, pour :

- les agents de la filière médico-sociale (infirmier, aide-soignant), mais également aux auxiliaires de soins, agents sociaux, responsable d'hébergement, secrétaire, responsable des soins, direction qui participeraient à la sécurité des résidents et de l'établissement.
- les recrutés en qualité de stagiaires, titulaires, contractuels et effectuant leur temps de travail de nuit à l'EHPAD Era Caso,

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'instauration de l'indemnité horaire pour travail de nuit selon les modalités exposées en séance, pour :

- les agents de la filière médico-sociale (infirmier, aide-soignant), mais également aux auxiliaires de soins, agents sociaux, responsable d'hébergement, secrétaire, responsable des soins, direction qui participeraient à la sécurité des résidents et de l'établissement.
- les recrutés en qualité de stagiaires, titulaires, contractuels et effectuant leur temps de travail de nuit à l'EHPAD Era Caso,

#### **M. le maire présente la délibération**

*M. le maire indique qu'il s'agit de mettre tous les agents sur un même pied d'égalité.*

*M. le maire rappelle aux élus que le conseil d'exploitation a donné un avis favorable.*

#### **M. le maire donne la parole à madame FAURE (Directrice de l'Ehpad ERA CASO)**

*Mme FAURE précise à l'assemblée que l'objectif de cette délibération est de demander le versement de l'indemnité aux agents présents sur site les dimanches et/ou jours fériés quelle que soit leur filière, au motif que les salariés sont dans l'obligation d'assurer la continuité de service.*

*Pour exemple, les cuisiniers sont obligés d'être présents pour nourrir les résidents, les administratives assurent une présence pour sécuriser le fonctionnement et accueillir les visiteurs.*

*Aujourd'hui, seuls les salariés relevant de la filière médico-sociale perçoivent l'indemnité forfaitaire de 47,27€, relative à des délibérations de 2008.*

*Les autres salariés perçoivent une indemnité de 0,74€/heures sur une base forfaitaire de 8 heures.*

*L'Ehpad Era Caso est un établissement médico-social qui fonctionne 24 heures/24 et 7 jours/7, avec la présence de salariés, exerçant différents métiers pour la prise en charge des résidents. Les grilles indiciaires de la fonction publique territoriale répartissent les salariés selon les métiers dans les filières administratives, techniques (cuisinier, technicien maintenance), agents sociaux et la filière médico-sociale (auxiliaires de soins et infirmiers).*

*La demande d'une égalité de traitement pour l'ensemble du personnel travaillant le dimanche et/ou jour férié repose sur le décret de janvier 1992 applicable aux établissements hospitaliers publics mais également aux maisons de retraites publiques relevant du code de l'action sociale et des familles.*

### **3. INDEMNITE FORFAITAIRE POUR TRAVAIL DES DIMANCHES ET JOURS FERIES DE L'EHPAD ERA CASO POUR TOUTES LES FILIERES**

**Rapporteur : M. le maire**

M. le maire rappelle aux élus que les délibérations en date des 26/06/2008 et 19/12/2008 instaurent le paiement d'une indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés des personnels des filières sanitaire et sociale, exerçant leurs fonctions à l'Ehpad Era Caso.

Ce régime indemnitaire était défini par les décrets et arrêtés suivants : décret n°91-875 du 06/09/1991 modifié, décret n°98-1057 du 16/11/1998 modifié, arrêté du 27/05/2005, arrêté du 01/08/2006, décret n°92-7 du 02/01/1992, arrêté du 16/11/2004, décret n° 2008-797 du 20/08/2008.

Il convient aujourd'hui, après validation en comité technique en date du 16/06/2022, d'instaurer le paiement de cette indemnité à tout agent, statutaire et contractuel, toutes filières confondues, exerçant ses fonctions au sein de l'Ehpad Era Caso.

Cette indemnité est d'un montant de 47, 85 € depuis le 01/02/2017. Ce montant est indexé sur la valeur du point d'indice de la Fonction publique territoriale.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 16/06/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'instauration du paiement de l'indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés à tous les agents statutaires et contractuels, exerçant leurs fonctions les dimanches et jours fériés au sein de l'Ehpad Era Caso.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'instauration du paiement de l'indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés à tous les agents statutaires et contractuels, exerçant leurs fonctions les dimanches et jours fériés au sein de l'Ehpad Era Caso.

#### **M. le maire présente la délibération**

*Pour résumer le sens de la délibération, il s'agit de permettre un meilleur fonctionnement et d'être attractif pour les agents.*

*M. le maire rappelle que le conseil d'exploitation a donné un avis favorable.*

#### **M. le maire donne la parole à Mme FAURE**

*Mme FAURE précise que les postes sont demandés pour arriver à fonctionner.*

*L'organisation actuelle ne permet pas d'être attractif ou de maintenir les remplaçants en poste.*

*Un EHPAD repose sur une organisation en soins avec des IDE diplômés en catégorie A et des aides-soignants diplômés (AS) en catégorie B ; par dérogation il est possible de recruter des FFAS (faisant fonction d'AS) qui ne sont pas diplômés en catégorie C en qualité d'auxiliaire de soins. Les postes d'agent social devraient être destinés aux personnels « agents de service polyvalent » dont les fonctions relèvent de l'hébergement (ménage et restauration).*

*Actuellement, sont essentiellement ouverts des postes d'agent social en catégorie C, ne permettant pas de recruter des aides-soignants (AS) diplômés. Les candidats veulent être recrutés en catégorie B, avoir un contrat de travail et un bulletin de salaire indiquant leur métier.*

*Se pose aussi un problème pour organiser les remplacements puisque la règle veut qu'un remplaçant est affecté sur le grade du remplacé ainsi :*

- *un AS qui remplace un FFAS est payé comme un FFAS, ce qui n'est pas accepté par le candidat et qui contribue à la réputation que les personnels sont mal payés ;*
- *un FFAS qui remplace un AS est payé comme un AS, ce qui représente un surcoût.*

*Les postes demandés doivent permettre l'organisation des recrutements pour arriver jusqu'à la fin de l'année dans l'attente de la modification du tableau des effectifs pour 2023.*

*Il sera ainsi facilitant de recruter*

- *un AS sur un poste d'aide-soignant*
- *un FFAS sur un poste d'auxiliaire de soin*
- *de satisfaire l'attente des candidats en termes de contrat de travail et de rémunération ;*
- *d'avoir une juste évaluation pour la rémunération des FFAS.*

**4. CREATION DE SIX EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE AIDE-SOIGNANT EHPAD ET CREATION DE SIX EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE - CADRE D'EMPLOIS AUXILIAIRE DE SOINS EHPAD**

**Rapporteur : M. le maire**

**CREATION DE SIX EMPLOIS NON PERMANENTS ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE AIDE-SOIGNANT EHPAD**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23.1,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du

26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique

territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter 6 agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité au sein des services de l'Ehpad,

M. le maire propose aux membres du conseil municipal le recrutement de 6 agents contractuels dans le cadre d'emploi d'aide-soignant pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

Ces agents assureront les fonctions d'agent d'aide-soignant au sein de l'Ehpad, à temps complet.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice brut du grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente délibération concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3-I.1 de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient à savoir au total 12 mois maximum pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Vu l'avis favorable du comité technique du 16/06/2022.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 16/06/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'ouverture de ces emplois non permanents selon les modalités exposées en séance et de donner l'autorisation à Monsieur le Maire de signer les contrats et documents afférents.

**CREATION DE SIX EMPLOIS NON PERMANENTS ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE -  
CADRE D'EMPLOIS AUXILIAIRE DE SOINS EHPAD**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23.1,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter 6 agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité au sein des services de l'Ehpad,

M. le maire propose aux membres du conseil municipal le recrutement de 6 agents contractuels dans le cadre d'emploi d'auxiliaire de soins pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

Ces agents assureront les fonctions d'agent d'auxiliaire de soins au sein de l'Ehpad, à temps complet.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice brut du grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente délibération concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3-I.1 de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient à savoir au total 12 mois maximum pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Vu l'avis favorable du comité technique du 16/06/2022.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 16/06/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'ouverture de ces emplois non permanents selon les modalités exposées en séance et de donner l'autorisation à monsieur le maire de signer les contrats et documents afférents.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ouverture des emplois non permanents selon les modalités exposées en séance autorise le maire à signer les contrats et documents afférents.

**5. CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS. Supprimée.**

**Intégrée au point n° 16.**

**Affaires communales**

**Ressources humaines**

**M. le maire présente la délibération**

*Il s'agit d'acter que la régie municipale reprend en contrat de droit privé les contrats existants, il ne s'agit pas des agents territoriaux. Il s'agit de se mettre en règle vis-à-vis de la réglementation.*

*Mme CAU demande si, comme il s'agit d'un budget annexe de la ville, les agents de droit public vont être mis à disposition.*

*Mme DANTES répond que ce sera bien cela pour les agents fonctionnaires. C'est le même schéma que pour les thermes. Ceux qui sont fonctionnaires sont mis à disposition du budget annexe et ceux qui sont contractuels de droit public maintiennent leurs conditions de travail mais en contrats de droit privé.*

*M. le maire précise qu'il y aura la même délibération pour le centre équestre.*

*M. PERUSSEAU souhaite connaître la situation des agents mutés des thermes vers les régies.*

*M. le maire indique que ce n'est pas fait.*

*M. PERUSSEAU précise que cela va être fait et que potentiellement certains postes qui sont ouverts aujourd'hui sont concernés.*

*Mme DANTES rappelle que lorsque le nouvel organigramme a été fait l'année dernière, les élus ont voté afin que les fonctionnaires des thermes aient un emploi lorsqu'ils vont réintégrer les services de la mairie.*

*En attendant, comme ces emplois sont nécessaires et utiles à l'activité, ils sont pourvus en emplois non permanents.*

*Les gens qui sont sur des emplois non permanents, ils le sont en attente de l'intégration des agents des thermes.*

*Les emplois non permanents qui viennent d'être ouverts ou qui vont être ouverts encore au tableau des effectifs sont des emplois de fonctionnaires.*

*Pour le golf, il y a des fonctionnaires et des contrats de droit privé. Si un fonctionnaire veut postuler sur un des postes de droit privé, il restera fonctionnaire mais, mis à disposition.*

*Mme CAU demande si le personnel a été avisé.*

*Mme DANTES indique que depuis l'année dernière ils savent cela.*

*Les agents qui sont sur des contrats en attente de reclassement de fonctionnaires subissent des prolongations au fur et à mesure.*

*Avec le droit privé, on a la possibilité de CDD motivé par un changement d'organisation.*

*Mme CAU indique qu'elle pensait surtout aux titulaires.*

*Mme DANTES répond que les titulaires fonctionnaires des thermes sont bien entendu avisés.*

*Au moment où l'organigramme, l'année dernière a été approuvé en CT, ils ont comptabilisé le nombre de postes pour s'assurer qu'il y aurait des opportunités et ils seront reçus par Arénadour.*

*Mme CAU précise qu'elle est toujours sur la question du golf.*

*Elle souhaite savoir si les titulaires sont au courant qu'ils sont mis à disposition.*

*Mme DANTES répond que cela ne change rien pour eux. Ils vont être mis à disposition, cela démarrera au 1<sup>er</sup> juillet 2022.*

## **6. OUVERTURE D'EMPLOIS A LA REGIE DU GOLF ET INTEGRATION DES PERSONNELS**

**Rapporteur : M. le maire.**

M. le maire informe l'assemblée délibérante qu'il convient de procéder aux ouvertures d'emplois à la régie du Golf, régie à autonomie financière du centre équestre.

Cet effectif, maximal, sera donc à adapter selon les besoins de l'organisation.

Vu la délibération en date 22/12/2021 relative à la création de la régie à autonomie financière du

Golf,

Considérant que les activités de « golf » constituent un service public industriel et commercial (SPIC),

Vu la délibération en date du 22/12/2021 relative à la création du budget annexe golf,

En application de l'article L 1224-1 du code du travail, il convient d'acter que ce transfert entraîne, de plein droit, le transfert des contrats de travail des salariés du GOLF, sans que ces derniers ne puissent, à cette occasion, être modifiés.

Vu l'avis favorable du comité technique du 16/06/2022,

M. le maire propose à l'assemblée délibérante, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 :

- l'effectif de la régie à autonomie financière du Golf comme suit :

EFFECTIF REGIE AUTONOME DU GOLF													
	notes explicatives	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
<b>Droit public</b>													
titulaires								4	4	4	4	4	4
CDD													
CDD saison													
<b>Droit privé</b>													
CDI													
CDD								1	1	1	1	1	1
CDD saison								1	2				
CDD remplacement								1	1	1	1	1	
<b>TOTAUX Droit privé</b>								<b>3</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>

- Que les contrats de travail, la réalisation des paies et le suivi social des contractuels de droit privés soit réalisé par un prestataire privé, qui appliquera les règles du code du travail et de la convention collective attachée à l'activité Golf.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve la proposition d'effectif de la régie à autonomie financière du Golf tel qu'exposé en séance et à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022,
- décide que les contrats de travail, la réalisation des paies et le suivi social des contractuels de droit privés soit réalisé par un prestataire privé, qui appliquera les règles du code du travail et de la convention collective attachée à l'activité Golf.

#### **Monsieur le maire présente la délibération**

*M. le maire indique qu'il s'agit de la même problématique que pour le golf suite à la passation du centre équestre en régie municipale.*

*Mme CAU souligne que le dernier emploi présenté qui concerne un élève BPJEPS en remplacement du contrat d'apprentissage qui se termine en novembre.*

*Mme DANTES indique que la différence avec un élève BPJEPS est qu'il s'agit d'une formation presque à 100 % professionnelle contrairement au contrat d'apprentissage.*

*Mme DANTES précise que cela a été fait sur les conseils des bénévoles membres du centre équestre actuellement et des professionnels du métier que ce choix a été fait.*

*Mme CAU indique qu'elle voit qu'il y a un agent titulaire de la mairie qui va être mis à disposition.*

*Mme DANTES répond qu'il y a besoin, pour aider le palefrenier, d'un assistant palefrenier. Donc il y a deux possibilités qui ont été ouvertes.*

*Soit un agent qui va postuler à 50 % sur le centre équestre, soit des équipes seront mobilisées à hauteur de 50 % pour aller aider.*

*Ce pourra être un service qui intègre ce passage-là dans son travail.*

*Mme CAU souligne qu'il est fait appel à du personnel déjà en poste.*

*Mme DANTES répond par l'affirmative.*

*M. PERUSSEAU indique qu'il y a eu une présentation budgétaire de ces deux budgets annexes qui était plus ou moins satisfaisante. Il demande s'il y aura une présentation de ce que l'équipe municipale a en tête pour l'évolution de l'économie et du développement commercial des deux entités (golf et centre équestre).*

*M. le maire répond par l'affirmative.*

*Mme DANTES indique qu'il y a eu un gros travail avec des membres du centre équestre, elle remercie Mme MORHA et Mme ADOUE qui sont des spécialistes pour leur aide.*

*Le travail a porté essentiellement sur la trésorerie de façon à avoir une idée de la préparation budgétaire et de la réalité dans un premier temps.*

*Elles sont en train de travailler sur le développement pour faire revenir des licenciés.*

*M. PERUSSEAU demande si cela pourra être vu en septembre. Mme DANTES répond par l'affirmative probablement en septembre.*

## **7. OUVERTURE D'EMPLOIS A LA REGIE DU CENTRE EQUESTRE ET INTEGRATION DES PERSONNELS**

**Rapporteur : M. le maire**

M. le maire informe l'assemblée délibérante qu'il convient de procéder aux ouvertures d'emplois au centre équestre afin notamment de procéder aux recrutements.

Le tableau ci-dessous permet d'identifier les personnels de la régie à autonomie financière du centre équestre.

Cet effectif, maximal, sera donc à adapter selon les besoins de l'organisation.

Vu la délibération en date 22/12/2021 relative à la création de la régie à autonomie financière du centre équestre,

Considérant que les activités de « centre équestre » constituent un service public industriel et commercial (SPIC),

Vu la délibération en date du 22/12/2021 relative à la création du budget annexe « centre équestre »,

En application de l'article L 1224-1 du code du travail,

Il convient d'acter que ce transfert entraîne, de plein droit, le transfert des contrats de travail des salariés du centre équestre, sans que ces derniers ne puissent, à cette occasion, être modifiés.

Il y a donc lieu de créer l'effectif pour tenir compte de cette situation à compter de la liquidation effective de l'association.

Vu l'avis favorable du comité technique du 16/06/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 :

- l'effectif de la régie à autonomie financière du centre équestre comme suit :

	notes explicatives	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Droit public	agt titulaire Mairie mis à disposition 0.50 OU plusieurs agents Services Techniques et Sport pour 0.5 ETP Aide palefrenier entretien						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
<b>Droit privé</b>													
CDI	1 palefrenier + 1 éducateur activités équestres						2	2	2	2	2	2	2
APPRENTI							1	1	1	1	1	1	0
eleve BPJEPS													1
CD 7 mois	cdd équivalent à un cdd de droit public "accr.tempo.d'activité" resp. d'établissement fonctions admin. 0.50						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
CDD saison	cdd saison éducateur activités équestres (vacances)						1	1	1	1		1	1
<b>TOTAUX Droit privé</b>							4.5	4.5	4.5	4.5	3.5	4.5	4.5

1 agent de droit public à 50 % : agent de la commune de Bagnères de Luchon mis à disposition auprès de la régie à autonomie financière du centre équestre avec les missions de responsable d'établissement et administratif.

1 agent à temps complet en CDI avec les missions de palefrenier.

1 agent à temps complet en CDI avec les missions d'éducateur activités équestres.

1 agent à temps complet en contrat saison avec pour missions éducateur des activités équestres.

1 apprenti (fin du contrat d'apprentissage programmé au 30/11/2022).

1 élève BPJEPS en remplacement du contrat d'apprentissage.

- que les contrats de travail, la réalisation des paies et le suivi social soient réalisés par un prestataire privé, qui appliquera les règles du code du travail et de la convention collective attachée à l'activité de centre équestre.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022,

- l'effectif de la régie à autonomie financière du centre équestre comme suit :

	notes explicatives	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Droit public	agt titulaire Mairie mis à disposition 0.50 OU plusieurs agents Services Techniques et Sport pour 0.5 ETP Aide palefrenier entretien						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
<b>Droit privé</b>													
CDI	1 palefrenier + 1 éducateur activités équestres						2	2	2	2	2	2	2
APPRENTI							1	1	1	1	1	1	0
eleve BPJEPS													1
CD 7 mois	cdd équivalent à un cdd de droit public "accr.tempo.d'activité" resp. d'établissement fonctions admin. 0.50						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
CDD saison	cdd saison éducateur activités équestres (vacances)						1	1	1	1		1	1
<b>TOTAUX Droit privé</b>							4.5	4.5	4.5	4.5	3.5	4.5	4.5

1 agent de droit public à 50 % : agent de la commune de Bagnères de Luchon mis à disposition auprès de la régie à autonomie financière du centre équestre avec les missions de responsable d'établissement et administratif.

1 agent à temps complet en CDI avec les missions de palefrenier.

1 agent à temps complet en CDI avec les missions d'éducateur activités équestres.

1 agent à temps complet en contrat saison avec pour missions éducateur des activités équestres.

1 apprenti (fin du contrat d'apprentissage programmé au 30/11/2022).

1 élève BPJEPS en remplacement du contrat d'apprentissage.

- que les contrats de travail, la réalisation des paies et le suivi social soient réalisés par un prestataire privé, qui appliquera les règles du code du travail et de la convention collective attachée à l'activité de centre équestre.

## **8. CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS ADMINISTRATIFS. Supprimée**

**Intégrée dans le point n° 16**

### **Monsieur le maire présente la délibération**

*Il précise que cette délibération a été présentée en comité technique qui a donné un avis favorable.*

*Il s'agit de recruter un agent pour faire face à un accroissement temporaire d'activité au service comptabilité et finances dans le grade d'adjoint administratif.*

*Mme DANTES précise qu'actuellement on a dans ce service un agent qui est catégorie B, rédacteur qui quitte le service comptabilité pour réintégrer son ancienne collectivité.*

*Pour éviter la problématique lorsqu'il va y avoir des candidatures de ne pas avoir l'ouverture de poste qui nous permet de recruter, on ouvre un poste de catégorie C alors qu'on a déjà le poste de catégorie B, de cette manière, le candidat pourra être recruté plus vite et éviter de faire attendre le service.*

## **9. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'AGENT ADMINISTRATIF ET COMPTABLE**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3.I.1°,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au sein du service comptabilité-finances avec pour fonctions les missions d'agent comptable que sont la saisie des titres et des mandats, la

rédaction de certificats administratifs, le pointage des comptes, l'aide à la préparation d'écritures de rattachement,

M. le maire propose aux membres du conseil municipal le recrutement d'un agent contractuel, à temps complet, dans le grade d'adjoint administratif pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3.I.1° de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient, à savoir 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois consécutifs.

Vu l'avis favorable du comité technique du 16/06/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'ouverture de ce poste non permanent selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer le contrat et documents correspondants.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ouverture du poste non permanent selon les modalités exposées en séance autorise le maire à signer le contrat et documents correspondants.

#### **10. CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS TECHNIQUES. Supprimée**

**Intégrée au point n° 16.**

#### **M. le maire présente la délibération**

***M. le maire indique aux élus qu'il s'agit d'un renfort sur l'été.***

***Mme DANTES précise qu'il y a un agent qui était en arrêt maladie longue durée qui réintègre son poste et donc on ne dispose plus de poste pour accueillir le saisonnier d'été c'est pour cette raison qu'il faut procéder à une création.***

#### **11. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE SERVICE PROPRETE URBAINE Rapporteur : M. le maire**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23.2,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité au sein du service de propreté urbaine, à savoir l'entretien quotidien des espaces publics,

M. le maire propose aux membres du conseil municipal le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité du 20/06/2022 au 31/08/2022.

Cet agent assurera les fonctions d'agent d'entretien des espaces publics, à temps complet.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut du 1<sup>er</sup> échelon du grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3-I.2° de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient à savoir 6 mois maximum pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Vu l'avis favorable du comité technique du 16/06/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'ouverture de ce poste non permanent selon les modalités exposées en séance et de donner l'autorisation à monsieur le maire de signer le contrat et documents afférents.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ouverture de ce poste non permanent selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire de signer le contrat et documents afférents.

**M. le maire présente la délibération**

*La délibération répond à un besoin lié à l'activité saisonnière qui va démarrer au 20 juin.*

*Il s'agit de remettre sur son poste une personne qui donne entière satisfaction et dont le contrat c'était terminé au mois de mai.*

*Mme DANTES indique que cela fait partie des postes normalement réservés aux agents des thermes.*

*M. le maire indique que c'est temporaire.*

**12. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT AGENT D'ENTRETIEN GOLF**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23.2,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité au sein du service sports-animations, à savoir l'entretien des espaces verts du golf municipal,

M. le maire propose aux membres du conseil municipal le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité à partir du 20/06/2022.

Cet agent assurera les fonctions d'agent d'entretien des espaces verts du golf, à temps complet.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut du 1<sup>er</sup> échelon du grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3-I.2° de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient à savoir 6 mois maximum pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 16/06/2022,

M. Le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'ouverture de ce poste non permanent selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer le contrat et documents afférents.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve l'ouverture du poste non permanent selon les modalités exposées en séance
- Autorise le maire à signer le contrat et documents afférents.

**M. le maire présente la délibération**

*M. le maire précise aux élus qu'il faut rouvrir le poste car la personne concernée revient d'un congé maternité.*

*M. PERUSSEAU souhaite connaître la durée.*

*M. le maire répond pour l'année scolaire 2022-2023.*

**13. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DES ECOLES**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment l'article L.332-23.1

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire pour une adaptation agile des effectifs nécessaire au sein du service des écoles à la rentrée scolaire 2022-2023 avec pour fonctions les missions agent technique polyvalent des écoles.

M. le maire propose aux membres du conseil municipal le recrutement d'un agent contractuel, à temps complet, dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dès la rentrée scolaire 2022-2023.

L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade de recrutement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

La présente décision concerne également le renouvellement éventuel du contrat d'engagement dans les limites fixées par l'article 3.I.1° de la loi du 26/01/1984 précitée si les besoins du service le justifient, à savoir 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois consécutifs.

Vu l'avis favorable du comité technique du 16/06/2022.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'ouverture de cet emploi non permanent selon les modalités exposées en séance et de l'autoriser à signer le contrat et documents correspondants.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ouverture de l'emploi non permanent selon les modalités exposées en séance et autorise le maire à signer le contrat et documents correspondants.

#### **14. CREATION D'UN EMPLOI DE VACATAIRE, SERVICES TECHNIQUES. Supprimée**

Refus du comité technique.

#### **15. CENTRE EQUESTRE ET GOLF : PRESTATION PAYE ET SOCIAL. Supprimée.**

**Intégrée au point n° 7.**

#### **M. le maire présente la délibération**

***M. le maire indique que les emplois concernés sont ceux de l'Ehpad qu'il énumère***

***Mme FAURE précise que ces métiers existent à l'Ehpad mais ne sont pas mis sur le bon emploi Les ASP font partie de la filière hébergement et sont recrutés sur la filière sociale sur des contrats renouvelés au mois depuis plus d'un an.***

*Mme FAURE liste les emplois concernés en précisant qu'ils seront ensuite affichés.*

- *chef de service : pour la gestion administrative du pôle soin permettant d'assainir la situation de M. Fernandez qui ne peut être recruté en qualité de cadre de santé.  
En effet Mr Fernandez a les diplômes pour encadrer une équipe de soins mais n'a pas le diplôme requis dans la liste définissant un cadre de santé.  
En conséquence il a été recruté 3 mois en cat C « auxiliaire de soin » et 3 mois en cat B « aide-soignant » avec un salaire de cat A.*
- *4 postes aides-soignantes et 3 d'auxiliaires de soins pour combler les postes vacants.*
- *1 poste de responsable d'hébergement : le métier existe sur l'établissement et le poste est occupé en CDD sur la filière administrative, il doit être ouvert filière sociale.*
- *3 emplois d'agent de service polyvalent (ASP) dont 2 doit permettre de régulariser les situations d'agents en poste depuis plusieurs années avec les contrats en CDD de mois en mois.*

*M. le maire indique qu'il y a aussi un emploi de gestionnaire comptable pour renforcer le service finances de la ville.*

*M. le maire informe les élus qu'il y a également un emploi de peintre à temps complet, l'objectif étant que cet agent soit stagiaire.*

*Il y a également les agents du centre équestre.*

*Ce tableau sera revu dans quelques mois une fois que tous les ajustements auront été faits.  
Le comité technique a donné un avis favorable.*

*M. PERUSSEAU souhaite savoir pourquoi sur la ligne « DGS emploi fonctionnel » il est porté 0.  
Mme DANTES répond qu'elle n'est pas emploi fonctionnel.*

*M. le maire précise aux élus que les délibérations n° 5, 8 et 10 sont supprimées mais intégrées dans cette délibération d'actualisation du tableau des emplois permanents.*

*Mme DANTES précise que la réglementation concernant les DGS prévoit qu'ils soient sur des emplois fonctionnels lorsqu'ils sont fonctionnaires et c'est également en fonction de la strate de la collectivité.*

*Elle précise que sur son précédent poste, elle pouvait l'être car la strate était plus importante, à Luchon ce n'est pas possible.*

*M. PERUSSEAU souhaite savoir à quel endroit est mentionné le poste de Mme DANTES*

*Mme DANTES indique la ligne « attaché hors classe ».*

*M. PERUSSEAU demande si cela correspond à du droit privé.*

*Mme DANTES répond qu'il s'agit de droit public mais contractuel.*

*M. PERUSSEAU souhaite savoir à quel agent correspond la ligne « collaborateur cabinet ».*

*Mme DANTES indique qu'il s'agit de Bruno AUGUSTO.*

## **16. ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS (PREVISION 1/07/2022)**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 332-8.2° et L. 313-1 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19/12/2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

M. le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs, suite à des créations de postes devenues nécessaires pour de futurs recrutements, pour le bon fonctionnement des services et notamment de l'EHPAD.

Cette réactualisation est effectuée à partir du dernier tableau des effectifs du 3 mai 2021.

- Considérant la nécessité de créer les postes suivants, à compter du 16/06/2022 :

Filière administrative :

**1 emploi de chef de service** pour l'EHPAD (grade : attaché) à temps complet dont les missions seront :

- ✓ Etablir un état des lieux : réaliser un diagnostic du service
- ✓ Conduire des projets transverses stratégiques, concevoir, conduire et évaluer le projet
- ✓ Gérer les plannings de soins
- ✓ Proposer et animer une méthode de communication, mettre en valeur les spécificités de l'établissement
- ✓ Participer aux réunions de dialogue stratégique (comité de direction, réunion pluridisciplinaire, arbitrages financiers et RH)
- ✓ Proposer des outils de suivi (indicateurs) et des pistes d'efficacité, des axes de formations...

**1 emploi de gestionnaire comptable** (C.E. : adjoints administratifs ou Rédacteurs) à temps complet pour renforcer le service Finances de la Ville et dont les missions seront les suivantes :

Assurez le traitement de la chaîne comptable (principalement budget principal) en dépenses et en recettes en lien avec le responsable de service :

- Saisie, vérification et classement des pièces comptables :

- ✓ Réceptionner et vérifier la validité des pièces comptables justificatives et classer et archiver les pièces comptables ;
- ✓ Contrôle et suivi des engagements de dépenses et recettes ;
  - Mandatement des dépenses et titrage des recettes :
- ✓ Récupérer les factures (distribution du courrier et Chorus Pro) pour le périmètre d'intervention de chaque gestionnaire ;
- ✓ Faire valider les factures aux services (service fait) et saisie des factures ;

- ✓ Réaliser les titres et les mandats
  - ✓ Suivre les marchés
  - ✓ Réaliser les fiches de travaux en régie
  - ✓ Réaliser le suivi de l'actif des différents budgets
- Participer à la conception et au suivi des indicateurs et des tableaux de bord.
  - Gestion des relations avec les fournisseurs, le Trésor Public.
  - En lien avec le responsable de service, prépare les principaux actes administratifs émanant du service des finances.
  - Participer au suivi budgétaire.

**1 emploi d'agent administratif-accueil** pour l'EHPAD (grade : adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe ; adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe) à temps complet, dont les missions seront :

- accueillir, de renseigner et d'informer en face à face ou au standard téléphonique,
- animer et d'organiser l'espace d'accueil et d'information ;
- mettre à jour les outils logistiques ; d'effectuer des tâches administratives de base.

Filière Médico-sociale :

**4 emplois d'aides-soignants (cat. B)** à temps complet (grade : aide-soignant de classe normale ou aide-soignant de classe supérieure) dont les missions seront :

- ✓ Appliquer les techniques appropriées de soins d'hygiène corporelle
- ✓ Observer les signes de bien-être ou de souffrance du patient
- ✓ Manipuler et transporter la personne
- ✓ Agir en concertation avec l'équipe soignante
- ✓ Rédiger des rapports, participer à des réunions
- ✓ Respecter les règles d'hygiène, de sécurité et de déontologie

**3 postes d'auxiliaires de soins** à temps complet (grade : auxiliaires de soins principal 2<sup>ème</sup> classe) dont les missions seront :

- ✓ Soutien dans les gestes de la vie quotidienne,
- ✓ participer au bien-être physique et psychologique de la personne
- ✓ Prévenir la rupture et/ou la réactivation du lien social par la lutte contre l'isolement
- ✓ Maintien des acquis et la stimulation des potentialités.
- ✓ Appliquer les techniques appropriées de soins d'hygiène corporelle
- ✓ Observer les signes de bien-être ou de souffrance du patient
- ✓ Manipuler et transporter la personne
- ✓ Agir en concertation avec l'équipe soignante
- ✓ Rédiger des rapports, participer à des réunions
- ✓ Respecter les règles d'hygiène, de sécurité et de déontologie

#### Filière Sociale :

**1 emploi de responsable d'hébergement/gouvernante** pour l'EHPAD à temps complet (grade : agent social ppal 1ere) dont les missions seront :

- ✓ Management et animation d'équipe
- ✓ Contrôle de l'application des protocoles de nettoyage et bio-nettoyage et du respect du cahier des charges lié aux contrats du secteur
- ✓ Accueil et communication
- ✓ Application de protocoles

**3 emplois d'agent de service polyvalent (ASP)** pour l'EHPAD à temps complet (grade : agent social ou agent social ppal 2ème) dont les missions seront :

- ✓ Hygiène et propreté des locaux communs et des Appartements des résidents
- ✓ Restauration : Mise en place de la salle (dressage des tables) ; Service en salle et en chambre

#### Filière Technique :

**1 emploi de peintre** pour les services techniques de la ville, à temps complet (grade : adjoint technique).

Ces emplois seront occupés prioritairement par des fonctionnaires.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public sur la base de l'article L. 332-8-2° précité ;

Ils pourront être recrutés par voie de contrat à durée déterminée de maximum 3 ans compte tenu du besoin des services pour assurer le bon fonctionnement des services.

Les contrats seront renouvelables par reconduction expresse. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, les contrats des agents seront reconduits pour une durée indéterminée.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

- Considérant la nécessité de supprimer les postes suivants, à compter du 16/06/2022 :

Les postes ci-dessous avaient été créés par délibération en date du 22/12/2021 afin d'intégrer les personnels du centre équestre. Cependant, ils n'ont plus lieu d'être ouverts puisque les agents concernés seront recrutés, lors du transfert du centre équestre, en CDI de droit privé :

- Suppression d'un emploi permanent de palefrenier (grade : adjoint technique) à temps complet
- Suppression d'un emploi permanent de moniteur de centre équestre (grade : CE des opérateurs des APS ou CE des Educateurs des APS) à temps complet.

Le tableau des effectifs, après information au Comité technique dans sa séance du 16 juin 2022, se trouve modifié, en date du 30/06/2022, tel qu'exposé dans les annexes à la présente délibération.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le tableau des effectifs en découlant, tel que présenté en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le tableau des effectifs en découlant, tel que présenté en séance.

**17. AUTORISATION DE PAIEMENT D'HEURES SUPPLEMENTAIRES ET DE CONGES PAYES POUR UN AGENT PARTANT EN RETRAITE POUR INVALIDITE**

**Rapporteur : M. le maire**

M. le maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il convient de régulariser la situation d'un agent qui n'a pu être reclassé, et qui va donc se voir attribuer une retraite pour invalidité.

Cet agent, en congé de maladie pour la période du 7/06/2018 au 6/06/2019 n'a pu récupérer ses heures supplémentaires, ainsi que de congés qui n'ont pu être soldés étant donné qu'aucun poste de reclassement n'a pu être proposé à cet agent (actuellement en disponibilité d'office dans l'attente de la validation par la CNRACL de sa demande de retraite pour invalidité).

Il conviendra donc de fournir un état récapitulatif, ainsi que les pièces demandées par le comptable public afin d'effectuer le paiement des heures supplémentaires et des congés payés dus à cet agent pour ses périodes travaillées.

Vu l'avis favorable du comité technique du 16/06/2022.

M. le maire propose d'approuver le paiement des heures supplémentaires et des congés payés à un agent ayant fait valoir ses droits à la retraite pour invalidité après une période de maladie.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le paiement des heures supplémentaires et des congés payés à un agent ayant fait valoir ses droits à la retraite pour invalidité après une période de maladie.

**M. le maire présente la délibération**

***M. le maire indique que la délibération découle de la réglementation supprime les comités techniques et les CHSCT et fusionne ces deux entités en un seul qui reprend les fonctions : comité social territorial.***

**18. MISE EN PLACE D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 251-5 et L. 251-6 ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le rapport de l'autorité territoriale :

M. le maire indique aux membres de l'organe délibérant que conformément à l'article L. 251-5 du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et établissements publics employant au moins 50 agents sont dotés d'un comité social territorial. En deçà de ce seuil, les collectivités territoriales et établissements publics relèvent du ressort du comité social territorial placé auprès du Centre de gestion.

M. le maire précise qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les effectifs de fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires, agents contractuels de droit public et agents contractuels de droit privé, comptabilisés dans le respect des conditions prévues par les articles 4 et 31 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 précité est de : 193 agents (Hommes = 54,92 % ; Femmes = 45,03%).

M. le maire indique aux élus qu'il convient ainsi d'obligatoirement mettre en place un comité social territorial.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

DECIDE

Article 1 : La création d'un comité social territorial dans les conditions énoncées par le code général de la fonction publique et par le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 précité.

Article 2 : D'informer madame la Présidente de Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne de la création de ce comité social territorial et de transmettre la délibération portant création du comité social territorial.

*M. le maire précise qu'en conséquence le comité technique s'est réuni pour la dernière fois ce jour.*

*M. PERUSSEAU demande s'il y a une réunion mensuelle.*

*Mme DANTES indique que c'est en fonction des besoins.*

**M. le maire présente la délibération**

*M. le maire indique que suite à la mise en place du CST, il convient de délibérer pour fixer le nombre de représentants.*

*Mme DANTES précise que cela correspond aux strates.*

**19. DETERMINATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS TITULAIRES DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL TERRITORIAL, MAINTIEN DU PARITARISME ET MAINTIEN DU RECUEIL DE L'AVIS DU COLLEGE DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 251-5 et L. 251-6 ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, notamment ses articles 4 et 30 ;

Considérant que l'effectif apprécié au 1er janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 193 agents.

Considérant que selon l'effectif des agents relevant du comité social territorial, le nombre de représentants titulaires du personnel est fixé dans les limites suivantes :

- lorsque l'effectif est supérieur ou égal à cinquante et inférieur à deux cents : trois à cinq représentants ;
- lorsque l'effectif est supérieur ou égal à deux cents et inférieur à mille : quatre à six représentants ;
- lorsque l'effectif est supérieur ou égal à mille et inférieur à deux mille : cinq à huit représentants ;
- lorsque l'effectif est supérieur ou égal à deux mille : sept à quinze représentants.

Ce nombre est fixé pour la durée du mandat du comité au moment de la création du comité et actualisé avant chaque élection.

Considérant qu'il convient également, en application du décret précité du 10 mai 2021, de se prononcer sur :

- le maintien ou non du paritarisme ;
- le recueil ou l'absence de recueil de l'avis du collège des représentants des collectivités territoriales et établissements publics : c'est-à-dire que l'avis du comité social territorial sera rendu, le cas échéant, après avoir recueilli l'avis d'une part du collège des représentants des collectivités territoriales et établissements publics et, d'autre part, l'avis du collège des représentants du personnel. Chaque collège émet son avis à la majorité de ses membres présents ayant voix délibérative.

Considérant que la consultation des organisations syndicales a eu lieu le 20 mai 2022, soit au moins six mois avant la date du scrutin, qui aura lieu le 8 décembre 2022.

Le maire propose au conseil municipal, après avoir délibéré,

De DECIDER :

- De fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à 3 titulaires (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants, soit 3 suppléants).
- De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité ou de l'établissement égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants. Ce nombre est ainsi fixé à 3 pour les représentants titulaires de la collectivité et à un nombre égal de suppléants.
- De recueillir l'avis du collège des représentants des collectivités territoriales et établissements publics.
- De transmettre la présente délibération à Madame la Présidente de Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

DECIDE

- De fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à 3 titulaires (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants, soit 3 suppléants).

- De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité ou de l'établissement égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants. Ce nombre est ainsi fixé à 3 pour les représentants titulaires de la collectivité et à un nombre égal de suppléants.
- De recueillir l'avis du collège des représentants des collectivités territoriales et établissements publics.
- De transmettre la présente délibération à madame la Présidente de Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne.

**M. le maire présente la délibération**

*M. le maire indique aux élus que chaque année, certains agents peuvent recevoir la médaille du travail (or, argent ou vermeil).*

*La délibération propose de réajuster les gratifications puisqu'elles datent de 2016.*

*Mme DANTES précise que les nouvelles dispositions ne sont pas applicables pour les médailles de 2021, à compter de 2022.*

**20. ATTRIBUTION GRATIFICATION POUR MEDAILLE DU TRAVAIL**

**Rapporteur : M. le maire**

M. le maire informe les membres du conseil municipal que lors de la promotion du 14 juillet 2021, la médaille d'honneur Régionale, Départementale et Communale a été décernée à 16 agents de la ville de Bagnères de Luchon.

Il est d'usage que les récipiendaires se voient attribuer une somme d'argent selon la médaille attribuée.

Vu la délibération du 3/06/2016, la promotion du 14 juillet 2021 se voit attribuer les montants suivants :

- Médaille d'argent : 61 €
- Médaille de vermeil : 91€
- Médaille d'or : 152€.

M. le maire propose aux élus qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022, les montants soient revalorisés comme suit :

- Médaille d'argent : 70 €
- Médaille de vermeil : 100 €
- Médaille d'or : 160 €.

M. le maire propose donc aux membres du conseil municipal d'approuver les montants tels qu'exposés en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les montants tels qu'exposés en séance.

**M. le maire présente la délibération**

*Le maire de Marignac se trouve momentanément dépourvu de personnel pour assurer le fonctionnement de sa mairie en particulier pour l'état-civil pour deux mois.*

*En mairie, à Luchon, nous avons un agent qui habite Marignac et qui est d'accord pour assurer cette mission.*

*M. le maire indique qu'il est d'accord – sans mettre en danger le fonctionnement de l'état-civil à Luchon – pour mettre l'agent à disposition de la mairie de Marignac.*

*L'agent est également tout à fait d'accord.*

*Mme CAU souligne que la mise à disposition est prévue pour trois mois dans la convention.*

**AJOUT A L'ORDRE DU JOUR**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT ENTRE LA COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON ET LA COMMUNE DE MARIGNAC**

**Rapporteur : M. le maire**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2008-580 du 18/06/2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

M. le maire informe les élus qu'au vu de l'accord de l'agent de la commune de Bagnères de Luchon et des besoins de la commune de Marignac, il convient d'établir une convention de mise à disposition d'un agent à temps complet du service accueil-état civil, pour 50 % de son temps de travail, à compter du 01/07/2022 pour une durée de 3 mois (renouvelable maximum 3 ans).

L'agent mis à disposition est à temps complet dans sa collectivité d'origine.

La mise à disposition auprès de la collectivité d'accueil, la commune de Marignac, s'effectue pour 50 % de son temps de travail, pendant la période indiquée sur la convention et pour exercer les fonctions suivantes de secrétariat de mairie.

M. le maire donne lecture de la convention formalisant les modalités de mise à disposition pour 50 % de son temps de travail originel à temps complet, d'un agent de la commune de Bagnères de Luchon auprès de la commune de Marignac.

Vu l'avis favorable du comité technique dans sa séance du 16/06/2022.

M. le maire propose aux élus d'approuver la convention telle qu'exposée en séance et de l'autoriser à la signer ainsi que les documents afférents.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la convention telle qu'exposée en séance et autorise le maire à la signer ainsi que les documents afférents.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 42**

***M. le maire indique aux élus que la préfecture vient de classer le département en alerte rouge canicule, il précise qu'à priori les équipements sportifs seront en conséquence inaccessibles.***

***Certaines manifestations sportives sont annulées.***

***Mme DANTES précise qu'il y a également une alerte au niveau de l'éducation nationale. Un message a été envoyé par l'éducation nationale pour indiquer que tous les parents qui veulent garder, demain, leur enfant, peuvent le faire.***

***Certaines villes de Haute-Garonne ont pris des arrêtés de fermeture avec un service minimum de mairie.***

***Mme DANTES indique que la commune sera très vigilante***